



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

Vingt-neuvième session

Abidjan (Côte d'Ivoire), 4-8 avril 2016

Informations actualisées sur le Comité de la sécurité alimentaire mondiale

Résumé

Depuis la dernière session des conférences régionales, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a tenu deux sessions plénières. Conformément à son rôle, qui est de faire converger les politiques au niveau mondial, le CSA a approuvé les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires et le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées. Des recommandations de politique générale ont en outre été formulées sur la base de trois rapports produits par le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE): Pertes et gaspillages de nourriture dans un contexte de systèmes alimentaires durables; La durabilité de la pêche et de l'aquaculture au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition; et L'eau, enjeu pour la sécurité alimentaire mondiale. Le CSA a par ailleurs organisé un forum de haut niveau sur le thème *Établir un lien entre les petits exploitants et les marchés*, dont les conclusions ont été présentées lors de sa session plénière, de même qu'un certain nombre de domaines sur lesquels il était invité à se pencher.

Le CSA a approuvé son Programme de travail pluriannuel pour l'exercice biennal 2016-2017, ainsi qu'une note d'orientation révisée sur la manière dont devront être sélectionnées ses activités futures.

La Conférence régionale est invitée à encourager la mise en œuvre des produits du CSA relatifs aux politiques.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



Enfin, le travail de mise au point d'un cadre pour le suivi des décisions et des recommandations du CSA a été poursuivi. Le Comité est aussi convenu de donner suite à la demande relative à une évaluation externe destinée à mesurer l'efficacité du CSA depuis sa réforme.

Questions à porter à l'attention de la Conférence régionale

Le CSA invite la Conférence régionale à prendre note de ses conclusions. En particulier, il la prie de tenir compte du Programme de travail pluriannuel du CSA et d'encourager une participation active de toutes les parties prenantes aux activités que le Comité mènera en 2016 et 2017.

1. L'objet du présent document est de présenter aux participants des conférences régionales de la FAO les principales conclusions auxquelles le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est parvenu depuis les dernières conférences régionales, tenues en 2014, et les principales activités que le Comité doit mener en 2016-2017.

2. Depuis la réforme du CSA en 2009, les sujets et résultats essentiels des séances plénières du Comité ont été présentés lors des trois dernières Conférences régionales, qui ont eu lieu en 2010, 2012 et 2014, le but étant d'améliorer la gouvernance de la sécurité alimentaire et de la nutrition en renforçant les liens entre les engagements pris à l'échelle mondiale et les efforts consentis aux niveaux régional et national.

I. Convergence des politiques

A. Principes du CSA pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires¹

3. Les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires ont été approuvés par le CSA, en octobre 2014, après un processus consultatif de deux ans mené auprès des différentes parties prenantes. Ils s'appliquent à tous les types d'investissement – publics, privés, grands et petits – d'un bout à l'autre du système alimentaire. Les Principes offrent un cadre auquel peuvent se référer toutes les parties prenantes, qu'il s'agisse de mettre au point des politiques, programmes ou cadres de réglementation au niveau national, des programmes relatifs à la responsabilité sociale des entreprises, ou des accords et des contrats spécifiques. C'est la première fois que les États, le secteur privé, les organisations de la société civile, les organismes des Nations Unies, les banques de développement, les fondations, les établissements de recherche et les universitaires s'entendent sur ce qui doit être considéré comme un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, dans l'optique de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

B. Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées²

4. Le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées (CSA-CDA) a été approuvé en octobre 2015, après un processus consultatif de deux ans mené auprès des différentes parties prenantes. Il donne des indications sur la marche à suivre en énonçant des principes fondés sur l'expérience, et décrit les mesures pratiques correspondantes qui peuvent être prises. Le Cadre d'action est le fruit d'un consensus mondial entre un large éventail d'acteurs sur la manière de gérer les manifestations aiguës de l'insécurité alimentaire et de la dénutrition, de s'adapter face à des

¹ <http://www.fao.org/3/a-au866f.pdf>.

² http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1415/FFA/CFS_FFA_Final_Draft_Ver2_EN.pdf.

défis qui sont exacerbés dans les situations de crise prolongée et de contribuer à éliminer les causes sous-jacentes de la sécurité alimentaire et de la dénutrition dans ces contextes.

5. Les utilisateurs visés par ces principes sont tous les acteurs qui jouent un rôle dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les crises prolongées, c'est-à-dire ceux qui fournissent une assistance à court et à long termes mais également ceux qui contribuent à leur propre sécurité alimentaire et à leur propre nutrition.

C. Recommandations de politique générale fondées sur les rapports du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE)

6. En 2014, le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition a présenté deux rapports qui avaient été demandés par le Comité: *Pertes et gaspillages de nourriture dans un contexte de systèmes alimentaires durables* et *La durabilité de la pêche et de l'aquaculture au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition*. Il a en outre rédigé une *Note sur les questions cruciales et émergentes en rapport avec la sécurité alimentaire et la nutrition*, qui a permis d'éclairer le débat sur l'élaboration du programme de travail pluriannuel du CSA pour l'exercice biennal 2016-2017.

7. En 2015, le Groupe d'experts de haut niveau a également rédigé un rapport sur la contribution de l'eau à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

8. Tous les rapports du Groupe d'experts de haut niveau et les recommandations issues des tables organisées à chaque session plénière du CSA et approuvées par le Comité sont accessibles sur la page du site web du CSA réservée à cet effet, à l'adresse: <http://www.fao.org/cfs/cfs-home/products/fr/>. Ces recommandations constituent des orientations stratégiques importantes qui doivent aider un large éventail de parties intéressées à prendre de nouvelles mesures.

Au cours du prochain exercice biennal, le Groupe d'experts de haut niveau mettra au point des rapports sur les questions suivantes:

- *le développement agricole durable au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, y compris le rôle de l'élevage (2016);*
- *la gestion durable des forêts au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition (2017);*
- *les systèmes alimentaires et nutritionnels (2017).*

D. Forum de haut niveau *Établir un lien entre les petits exploitants et les marchés*

9. Un forum de haut niveau sur le thème *Établir un lien entre les petits exploitants et les marchés* s'est tenu le 25 juin 2015. Il a été organisé par le CSA, avec le soutien technique de la FAO, du FIDA, du PAM, ainsi que les contributions du Mécanisme international de la société civile et du Mécanisme du secteur privé s'agissant de l'élaboration du document de travail destiné à éclairer les débats³. Le forum a permis de débattre des effets des politiques au regard des réalités vécues par les petits exploitants, qui sont des acteurs du marché dans un système alimentaire mondialisé, et d'examiner les enseignements tirés d'exemples concrets de la façon dont les agriculteurs et les groupements agricoles ont trouvé des possibilités d'accéder aux marchés⁴.

³ <http://www.fao.org/3/a-av042f.pdf>.

⁴ http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1415/Events/HLF_Small/CFS_HLF_Smallholders_Chairs_Summary.pdf.

II. Axes de travail et activités du CSA

A. Programme de travail pluriannuel du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) pour 2016-2017⁵

10. En octobre 2015, le Comité a adopté son Programme de travail pluriannuel pour l'exercice biennal 2016-2017. Il est convenu des activités suivantes:

- *Rôle et contribution du CSA à la nutrition (2016-2017);*
- *Action du CSA pour réaliser les objectifs en matière de développement durable (2016-2017);*
- *Suite donnée au Forum de haut niveau sur le thème du lien entre les petits exploitants agricoles et les marchés (2016);*
- *Forum du CSA sur l'autonomisation des femmes dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition (2017);*
- *Forum du CSA sur l'urbanisation, la transformation rurale et leurs incidences sur la sécurité alimentaire et la nutrition (2016-2017);*
- *Mise à jour du Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition (2016-2017).*

11. Le Comité a aussi approuvé une note d'orientation révisée sur la manière dont devront être sélectionnées les activités du CSA pour l'exercice biennal 2018-2019 (CFS 2015/42/12, annexe 1).

B. Vers un cadre pour le suivi des décisions et des recommandations du CSA

12. À sa quarante et unième session, en octobre 2014, le Comité a approuvé la méthode proposée pour le suivi de ses décisions et de ses recommandations et a demandé à son secrétariat de réaliser une évaluation initiale de l'efficacité du CSA en commençant par mener un sondage d'opinion auprès des parties prenantes au Comité.

13. À sa quarante-deuxième session, en octobre 2015, le Comité a pris acte des conclusions de l'enquête sur l'efficacité du CSA⁶, qui donne un premier aperçu de son efficacité en ce qui concerne, entre autres, l'ouverture et la participation, la coordination et l'engagement, la prise de décisions fondée sur des éléments concrets, et la convergence des politiques. Il a été demandé au Groupe de travail à composition non limitée sur le suivi de mettre au point, en 2016, un mandat de base, pour faire en sorte que les activités relatives au suivi attirent de nombreux participants, qu'elles soient ouvertes à tous les intervenants et que les régions y soient représentées, et il est convenu d'organiser une manifestation thématique mondiale pendant la quarante-troisième session du CSA afin que les participants puissent partager l'expérience acquise et faire le point sur l'utilisation et l'application des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. Le Comité a aussi invité les pays Membres volontaires à mettre en œuvre des évaluations approfondies de l'efficacité du CSA au niveau des pays, avec l'appui du Secrétariat du CSA, et à examiner les résultats obtenus avec le Groupe de travail à composition non limitée sur le suivi.

C. Évaluation de l'efficacité du CSA – 2016

14. À sa quarante-deuxième session, en octobre 2015, le Comité a confirmé la demande relative à une évaluation externe destinée à mesurer l'efficacité du CSA depuis sa réforme, sachant que l'évaluation serait réalisée en 2016 sous réserve des ressources disponibles. L'évaluation aidera le CSA à relever les futurs défis qui se présenteront à lui dans un environnement mondial en évolution et à se positionner de manière à tirer parti de ses points forts et des avantages comparatifs dont il bénéficie. Elle déterminera l'évolution du CSA lorsque celui-ci examinera son rôle dans le Programme de développement durable à

⁵ <http://www.fao.org/3/a-mo317f.pdf>.

⁶ <http://www.fao.org/3/a-mo151f.pdf>.

l'horizon 2030. L'évaluation devrait aussi être utile aux autres organismes des Nations Unies, différents organismes et divers acteurs du système des Nations Unies réfléchissant à une approche multiparties prenantes pour laquelle le CSA représente un modèle possible.

III. Questions à porter à l'attention de la Conférence régionale

15. Le CSA invite la Conférence régionale à prendre note de ses conclusions. En particulier, il la prie de tenir compte du Programme de travail pluriannuel du CSA et d'encourager une participation active de toutes les parties prenantes aux activités que le Comité mènera en 2016 et 2017. La Conférence régionale est en outre invitée à encourager la mise en œuvre des produits du CSA relatifs aux politiques.